L'économie russe, le pétrole, le tourisme... et la Syrie

mardi 9 février 2016, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 3 février 2016).

L'économie russe se porte de plus en plus mal, tandis que le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre étroite. « Les sanctions à la fois américaines et européennes affectent de façon sensible la Russie », selon les mots du président Poutine.

A quoi s'ajoute la très forte baisse du cours du baril depuis un an et demi (aujourd'hui, au-dessous de 30 dollars), décidée par l'Arabie saoudite et peut-être amplifiée par l'arrivée sur le marché pétrolier de l'Iran, délivré en janvier d'une grande partie des sanctions internationales.

Le premier ministre Dmitri Medvedev a déclaré mi-janvier : « Si le prix du pétrole continue à baisser, il faut s'attendre au pire des scénarios. » Le budget 2016 avait été arrêté en fonction d'un baril à 50 dollars. Bref, comment les autorités peuvent-elles réagir et quelles conséquences sur la population ?

- Sur les trois dernières années, l'euro s'est envolé de 111% face au rouble. Même si l'inflation russe a été galopante sur la période (34% en cumul), la carte du tourisme est jouée à fond sous deux angles. Le premier, attirer des touristes européens sur la place « Rouge » et au Kremlin à Moscou ; pour visiter l'Ermitage et les palais de Saint-Pétersbourg, ou encore pour partir faire du ski à Sotchi. Un gain de 57% par rapport à il y a un an. Des vacances à un prix du type « à chacun selon ses besoins », si cet objectif s'accompagne de la devise comprise par les Suisses et apprise durant la « guerre froide », même tardive des années début 1980 : « le silence est d'or ».

- Par contre, le ministre du Tourisme, Oleg Safinov, stimule le tourisme intra-régional pour ses compatriotes. Ne pas sortir des devises, sauf pour ceux qui en ont déjà fait sortir des milliards de dollars et d'euros. La suspension des vols de ligne après l'attentat en Egypte - reconnu tardivement - et les « incidents » avec la Turquie tombaient à point. Deux destinations courues qui sont marquées par l'anneau : stop.

Le 9 décembre 2015, un rédacteur de presse écrivait : « Oleg Safonov promeut le tourisme intra-national, en rappelant par exemple qu'aux Etats-Unis 80% des citoyens ne vont jamais à l'étranger et voyagent à l'intérieur de leur pays. Il se prononce également pour le développement de formules « *all inclusive* », majoritairement plébiscitées par les touristes russes lorsqu'ils se rendent à l'étranger. La Russie devrait continuer à développer ses infrastructures touristiques, sur le modèle « réussi » de Sotchi. »

Surtout faudrait-il ajouter : du point de vue des travailleurs de la construction qui n'ont jamais été payés et ont été renvoyés dans leur Caucase « natal » sans salaire.

Oleg Safinov, au courant de certains doutes sur les investissements pour Sotchi, ajoute : « Les sceptiques pensaient qu'une fois les Jeux olympiques terminés, les infrastructures resteraient vides. Il n'en est rien : les premiers mois, les hôtels ont eu des difficultés à se remplir, mais cette année Sotchi a accueilli plus de cinq millions de visiteurs, un record en termes de fréquentation. »

Du point de vue du ratio coûts-rentabilité on peut en douter : « 50 milliards de dollars (37 milliards d'euros). Voici le coût total officiel des travaux pour les Jeux olympiques de Sotchi. Le montant, annoncé il y a quelques jours par le vice-premier ministre russe, Dmitry Kozak, a de quoi surprendre. Il dépasse le budget des Jeux de Pékin (42 milliards de dollars, soit 31 milliards d'euros), propulsant les JO de Sotchi à la première classe des olympiades les plus chères de l'histoire. Et pose la question d'une éventuelle rentabilité des infrastructures. Si, en 2007, Vladimir Poutine annonçait que les coûts des Jeux de Sotchi ne dépasseraient pas les 12 milliards de dollars, ce chiffre de 50 milliards de dollars ne date pas d'hier », constatait, dans le quotidien économique français *La Tribune*, le 6 février 2014, Lazlo Perlestein.

Selon, l'AFP du 7 décembre 2015, en dehors du Caucase, la Crimée est aussi plébiscitée par le « chef du tourisme », tout comme le Kamtchatka, région difficile d'accès mais dont la fréquentation touristique a augmenté de 25% cette année. Il a aussi déclaré aux Russes que « l'envie de passer ses vacances à la mer est un effet de mode récent, mais que nous avons déjà intégré comme étant notre propre opinion », et que « nos ancêtres, même les plus riches [l'aristocratie tsariste !] ne partaient pas si nombreux en vacances à l'étranger ». Des propos aussitôt tournés en dérision puisque O. Safonov lui-même possède deux villas dans des pays tropicaux. Même l'agence de presse RIA Novosti titrait : « Une villa aux Seychelles n'empêche pas le chef du tourisme Safonov d'adorer sa terre natale. » (*Guardian*, 7 décembre 2016)

- Tandis que le ministre de l'Energie, Alexandre Novak, évoquait une possible baisse coordonnée de la production de pétrole au niveau mondial, le vice-premier ministre russe Arkadi Dvorkovitch a prévenu, de son côté, qu'il revenait aux compagnies pétrolières et non à l'Etat de décider d'une éventuelle baisse de la production d'or noir pour la Russie.

« Si une réduction de la production de pétrole était effectivement décidée par la Russie et l'Arabie saoudite, leur alliance combinée produirait alors déjà 1 million de barils par jour en moins. Et s'ils devaient être rejoints par d'autres producteurs, l'excès d'offre pourrait être entièrement éradiqué du marché », soulignent les analystes de Commerzbank.

Début janvier 2016, Vladimir Poutine déclarait : « Les statistiques montrent que l'économie russe a, dans son ensemble, dépassé la crise, en tout cas le pic de la crise, pas la crise elle-même. » La question du prix du pétrole était au centre de ses préoccupations. Les prévisions économiques ayant été préparées sur la base d'un baril à 50 dollars (il est aujourd'hui autour de 30 dollars). Par contre, l'ex-ministre des Finances Alexeï Koudrine est beaucoup plus pessimiste que le président. Selon lui, la situation continue d'empirer, d'autant « que les prix du pétrole ne sont pas stables. Si le prix du baril reste aussi bas encore six mois ou un an, l'économie va continuer à se détériorer », a-t-il prévenu, interrogé par l'agence russe Interfax. Les salaires sont plombés : les ventes de détail ont reculé de 13,1 % en 2015 (statistique officielle par rapport à 2014, celles d'automobiles de 42%. Le secteur bancaire est en crise : sur 800 banques, plus de 70 ont perdu leur licence. (*Libération*, 1^{er} janvier 2016). Le mécontentement social mûrit et la campagne nationaliste et religieuse, « antiterroriste » et répressive, ainsi que la démonstration de la capacité meurtrière de l'armée du régime en Syrie ne peuvent pas servir à tenir le couvercle fermé sur la marmite, face à la plus longue crise socio-économique de l'histoire récente de la Russie.

D'où la volonté combinée du Kremlin d'affirmer sa présence militaire en Syrie [1] - et ailleurs - et de trouver un accord avec des partenaires, y compris l'Arabie saoudite, dans la perspective de stabiliser à la hausse le prix du pétrole et d'opérer une sorte de division de la Syrie, entre la « Syrie utile pour le régime de Bachar » - ainsi que pour la Russie et l'Iran - et des « régions sunnites » où le Qatar et l'Arabie pourraient placer leurs pions. Mais l'on sait que ces plans sont, actuellement, le plus souvent bousculés et mis en cause. Ces éléments sont à prendre en compte dans le cirque tragique des dites « négociations de Genève » sur la Syrie.

P.-S.

* « Russie. La chute du prix du pétrole, le tourisme... et les négociations de Genève » :
<http://alencontre.org/europe/russie/russie-la-chute-du-prix-du-petrole-le-tourisme-et-les-negociations-de-geneve-poutine-et-le-defi-de-lenine.html>

Notes

[1] Les bombardements des avions russes ce 3 février - appuyés au sol par des troupes des Gardiens de la révolution, des milices chiites d'Irak, du Hezbollah et des restes de l'armée officielle du régime - se concentrent sur Alep afin de couper toutes voies d'accès à la frontière turque. La menace de réduire Alep en cendres est proclamée par tracts lancés sur la ville « si les habitants n'obligent pas les terroristes à quitter Alep », alors qu'il y a plusieurs mois, les rebelles avaient contraint Daech à se retirer de la ville. L'ultimatum est fixé jusqu'au jeudi 4 février ! Dans la revue Etudes de février 2016, Antoine Sfeir souligne : « Les Etats-Unis cherchent une alliance stratégique qui leur permettrait de se retirer de la région. » Non pas avec des pays arabes mais avec la Turquie, avec Israël, et un Etat chiite, l'Iran, qui présente l'immense avantage « d'avoir une fenêtre sur le golfe Persique, ainsi que sur l'Afghanistan et le Pakistan, le Caucase et l'Asie centrale ». De quoi donner un élément supplémentaire à une compréhension de la politique des diverses « puissances » lors de ladite Conférence de Genève. Avec un Bachar gagnant du terrain au plan militaire, la Russie pouvant négocier ses intérêts et les Etats-Unis concrétiser ses plans, la population syrienne peut mourir de faim, être décimée, « crever » dans l'exil. Et l'ineffable émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura annoncer la « suspension de pourparlers » - qui n'ont jamais commencé - jusqu'au 25 février. Par contre, le 11 février se tiendra une réunion à Munich (quel symbole) du groupe international de soutien (sic) à la Syrie, composé d'une vingtaine de pays, dont les principaux soutiens du régime « en place à Damas ».